



NOUVELLES DE LA BIGORRE

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre
Prix : 1 € • Mars-Avril-Mai 2008 n° 229

**ABONNEZ-VOUS !
RÉABONNEZ-VOUS !!!**

NOUVELLES DE LA BIGORRE

Administration, rédaction :
4, rue des Haras - 65000 Tarbes
Tél. : 05 62 93 12 67
Fax : 05 62 93 44 43
lesnouvellesdelabigorre@orange.fr

Directeur de la publication :
Philippe Barrière
Rédacteur en chef :
Myriam Passet

Conception/réalisation
Impression : **Imprimerie Images**
7 rue du 19 mars 1962
Bastillac Innovation - 65000 Tarbes

Commission paritaire :
0409 G 88904

SOMMAIRE

Edito.....	p. 1
Mois de mai, mois de lutte	p. 2
Billet d'humeur	p. 2
Bataille PCF	p. 3
Campagne sur les finances.....	p. 3
Vu sur le net	p. 3
Sarkozy / Education	p. 4
Rapport au Comité Départemental	p. 4
Les Municipales	p. 5
Déclaration de la Fédération des HP	p. 6
Cantonales	p. 7
Soirée républicaine	p. 7
Lecture	p. 8

NOUVELLES DE LA BIGORRE

Abonnement 1 an

- ☞ 12 € (tarif normal)
- ☞ 20 € (abonnement de soutien)
- ☞ 6 € (tarif réduit : étudiants, chômeurs...)

Abonnement Découverte

- ☞ 3 mois = 3 €

4, rue des Haras - 65000 Tarbes
BNP Tarbes 000100 52 987

ÉDITO

Nous vivons une semaine sociale déterminante pour l'avenir de nos retraites et plus largement pour que la France du 21^{ème} siècle soit encore fondée sur les principes de solidarité nationale, partage des richesses et redistribution.

Car n'en doutons pas : malgré un revers électoral cinglant et un printemps social grandissant Nicolas SARKOZY et le gouvernement FILLON ne cèdent rien et comptent coûte que coûte aller au bout de leurs réformes ultra libérales. Jusqu'à tenter avant l'été de faire passer une réforme constitutionnelle qui réduit la vie et la représentation démocratique de ce pays à sa portion congrue.

Reste que le « travailler plus pour gagner plus » comme l'apologie de la libre concurrence ont du plomb dans l'aile et que nos concitoyens prennent progressivement conscience du fait que l'origine de leur mal-vie et mal-être (on le voit encore sur le dossier des OGM) réside pour une part importante dans la financiarisation de l'économie.

Cela ne constitue pas en soi une perspective politique de changement.

Et malgré les bons résultats de la gauche aux municipales et cantonales, cette perspective reste à construire : sur le fond des orientations politiques à initier, sur celui des rassemblements et unions à faire valoir pour les imposer. C'est à cette question essentielle pour l'avenir de nos concitoyens et de notre pays qu'il s'agit maintenant de nous atteler.

Ce débat va être central dans la préparation de notre congrès qui se déroulera fin 2008. Mais il sera aussi et d'abord, présent dans notre activité pour les prochaines semaines et mois : dans notre capacité à initier des ripostes, à relayer et donner force à celles en cours, dans notre aptitude à stimuler et nourrir la confrontation à gauche, dans notre volonté à faire vivre le PCF comme un outil immédiatement utile à nos concitoyens et à œuvrer à son renforcement et son rayonnement..

Ensemble donnons-nous les moyens de ces ambitions !

Marie-Pierre VIEU

4 campagnes nationales viennent d'être engagées par le PCF : sur l'utilisation de l'argent, sur les institutions, sur l'Europe et sur les jeunes.

L'objectif est de dénoncer les logiques capitalistes à l'œuvre et de faire grandir des propositions et choix porteurs d'alternative en matière de répartition des richesses, démocratie, orientations européennes et internationales...

Ces campagnes vont donner lieu à des initiatives multiples et de proximité : sur le pouvoir d'achat, la défense des services publics, la hausse des salaires, des minima sociaux convergeant sur l'exigence de promouvoir d'autres choix politiques et sociaux.

Dans le 65 comme dans toute la France, les sections sont en train de programmer des porte à porte, tenue de marchés et super marchés pour relayer ces campagnes. Durant les mois de juin et juillet en liaison avec la nécessité de renforcer le PCF des repas de quartier sont prévus sur Tarbes. C'est dans cet élan que nous préparerons notre fête fédérale des 4 et 5 octobre prochains.

Mois de mai , mois de lutte !



Mai 2008 a commencé par un premier mai où la mobilisation a été la plus forte depuis 2002. Plus de 1000 personnes à Tarbes, 200 000 dans toute la France. Cela donnait le ton de ce que allait être ce mois pour la mobilisation sociale. 3000 manifestants à TARBES le 15 avec l'ensemble de la fonction publique pour la défense du service public. Le 18 à Paris, 45000 enseignants (dont plus de 30 des Hautes Pyrénées), parents d'élèves manifestaient contre la casse de l'école publique et cela à l'appel de la seule FSU. Le 22, la journée de mobilisation pour les retraites confirme ce mouvement de fond auquel s'ajoute de nombreux conflits dans le privé sur les salaires, les conditions de travail ou pour sauver l'emploi. Mais aussi la colère des marins pêcheurs, des transporteurs routiers...

Toutes ces luttes rendent compte du ras le bol de la politique de SARKOZY en matière de salaire, d'emplois, de pouvoir d'achat, de régression sociale.

Elles sont d'un haut niveau politique, marquent le refus de la casse des acquis sociaux arrachés par notre peuple en 1936, 1945, 1968. Les salariés engagés dans ces luttes refusent dans leur totalité les contres réformes mise en place par la droite y compris ceux d'entre eux qui ont voté pour Sarkozy en 2007. Ces luttes amples, massives démontrent que le chacun pour soi n'y suffit plus. En même temps face au refus du pouvoir et du patronat de reculer, face au manque de perspectives politiques, le mouvement social a du mal à prendre plus d'ampleur et risque l'essoufflement.

Les communistes dans cette période doivent apporter un soutien sans faille et enrichir le débat sur toutes les questions que posent ces luttes.

Comment mieux répartir les richesses ?

Comment développer un service public qui réponde au besoin de chacun de la naissance à la mort ?

Comment s'attaquer à la crise profonde du système capitaliste mondialisé, régulation ou se libérer de l'emprise de la finance ?
Comment créer les conditions d'une alternative crédible à la politique libérale ou sociale libérale ?

Ces débats nous devons les avoir avec tous dans l'entreprise, dans le village, dans le quartier. Aux communistes de prendre les initiatives pour qu'ils aient lieu.

Pierre LOZES.

SARKOZY un an de dégâts

(sur un texte original de Paul ELUARD)

Sur mes cahiers d'écolier,
Dans mes classes surchargées
Pour tous ces postes D'enseignants supprimés
Esclaves du MEDEF préparés
J'écris ton nom UMP

Pour le curé réhabilité
La libre pensée bafouée
Les populations opposées
J'écris ton nom UMP

Pour ma retraite, pour ma santé
Toute une vie à marchander
Et voir mes enfants s'embourber
Devant tes programmes télé
J'écris ton nom UMP

Sur toutes les pages lues
Cecilia, Carla sur Entrevue
Pour la colombe assassinée
Tous ces soldats si loin envoyés
J'écris ton nom UMP

Pour mes potes de la cité
Pour les murs karshérés
Les rafles de sans papiers
J'écris ton nom UMP

Sur la jungle et le désert
D'un libéralisme pervers
Qui chaque jour un peu plus Enterre
L'héritage des lumières
J'écris ton nom UMP

Pour ces logements délabrés
Ces fins de mois au premier
Pour qu'avance la pauvreté
J'écris ton nom UMP

Et par le pouvoir d'un mot
Je recommence ma vie
Je suis né pour te combattre
Pour te nommer
UMP

PIERRE DOMENGES

Les profits ne cessent d'augmenter au détriment des investissements dans l'emploi, la recherche, la croissance...
Contre cette logique du « tout financier », nous exigeons une revalorisation générale du pouvoir d'achat.

Alors que l'objectif avoué de la droite reste le démantèlement complet des acquis sociaux de la libération et l'adaptation de la société française aux grands modèles du libéralisme mondial, il nous appartient aujourd'hui de s'opposer à cette entreprise mais également de montrer que nous avons les solutions pour faire autrement.

Ce n'est pas uniquement la santé et les retraites qui sont concernées. Tous les secteurs qui demandent une intervention de l'Etat prenant la mesure des défis de notre époque le sont aussi : l'emploi, l'éducation, l'énergie, la culture, les transports,

le logement, l'écologie.

Les profits à cours termes ne peuvent et ne doivent pas - par les absences de règles consenties par le libéralisme - définir et orienter le niveau d'exigence que nous souhaitons en terme d'action publique : répartissons les richesses pour une société solidaire !

Le PCF lance une campagne « la bourse ou la vie » qui donne déjà lieu à l'organisation d'initiatives locales : pétitions, rassemblements, expressions publiques...

Cette campagne va traverser toute notre activité de 2008. Dès maintenant relaie cette bataille en signant et faisant signer la pétition nationale sur le pouvoir d'achat !



Campagne sur les finances

L'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains a mis à disposition des élu(e)s un 4 pages sur la situation des finances locales et sur les propositions des élus communistes et républicains en la matière.

Alors que les communes, départements et régions sont de plus en plus acculés à devoir pallier aux désengagements de l'Etat et

à ses missions, le double risque est d'aller au démantèlement complet du cadre institutionnel et social français, et cela en le faisant peser sur le contribuable lui même.

Il est urgent de sortir de ce cercle vicieux ! D'où la nécessité de poser publiquement la question de l'assiette fiscale et du financement des collectivités !!

VU SUR LE NET à www.pcf.fr

L'arnaque Sarkozy : Les salariés cotiseraient plus pour des retraites qu'ils ne prendraient pas !

Le Président Sarkozy propose de passer à 41 ans la durée de cotisations pour ouvrir le droit à la retraite. Vivant plus vieux, il faudrait donc cotiser plus longtemps. Derrière une apparence bêtement logique, on retrouve cette devise que le gouvernement applique déjà au RSA, financé par une partie de l'argent de la « prime à l'emploi », ou aux franchises médicales : malheur aux pauvres !

Un système de solidarité nationale fondé sur l'effort de reconstruction d'un pays en ruine à la Libération a permis à la France de se redresser puis de rester un pays riche et développé. Alors, pour le pouvoir, s'attaquer à un élément fort du contrat social suppose quelques précautions oratoires. La chose est particulièrement vraie quand, à peine un an après le temps des promesses, revient en boomerang celui d'un profond mécontentement social sur lequel Sarkozy avait surfé et qui n'a jamais disparu depuis le retour de la droite au pouvoir à la faveur de 2002. Désormais dans la chute du Président dans les sondages, les retraités prennent leur part. 50% des retraités touchent une pension inférieure au SMIC ; les salariés ont de plus en plus de mal à atteindre le nombre d'années de cotisations ; l'espérance de vie d'un ouvrier est inférieur à celui d'un cadre. L'aumône qui est faite aux retraités, après le double racket du 1,1% de revalorisation des pensions au 1^{er} janvier et de l'assujettissement d'une partie des personnes âgées dépendantes à des cotisations patronales sur l'emploi d'aide à domicile, est un outrage sup-

plémentaire. La première phrase de la note établie par le ministre du travail sur la question des retraites indique donc toute la contradiction de la situation : « Les Français sont très attachés à leur système de répartition ». C'est bien là tout le problème !

Le mensonge principal du gouvernement est qu'il ne veut pas sauver les retraites par répartition mais bien faire de ce dossier un élément parmi d'autres de son offensive sur les droits des salariés, en activité, au chômage ou à la retraite. Prétendre développer « l'emploi des seniors » en ciblant en premier « les salariés ayant eu une longue carrière et de faibles revenus » est déjà tout un programme de société. Alors que le MEDEF fait durer les négociations sur la pénibilité, c'est précisément aux salariés ayant eu à exercer les travaux les plus durs que l'on va demander de mourir au travail. « Le relèvement progressif des conditions d'âge pour bénéficier d'une dispense de recherche d'emploi » va avoir pour effet immédiat de faire tomber ces salariés âgés sous le couperet des autres mesures que prépare le gouvernement : obligation d'accepter un emploi payé à 70% de son précédent salaire et situé à deux heures de chez soi sous peine d'être radié. Quant au financement, le gouvernement prévoit de le faire peser encore un peu plus sur les cotisations des salariés et sur la branche famille de la Sécu. Bref : « Salariés, payez encore plus des retraites que vous ne prendrez pas ! ».

L'autre mensonge du pouvoir porte sur le chiffrage. A ne retenir que l'enjeu, bien réel, de la part de plus en plus importante des plus de soixante ans dans la population d'ici à 2030, le gouvernement escamote une donnée essentielle : l'évolution des richesses créées

qui permettent ou non d'y faire face. Si la part du PIB affecté aux retraites était de 5% en 1960 et de 12% en 2007, elle devrait être de 18% en 2040. Or si les richesses créées ont doublé entre 1960 et 2007 pour atteindre 1500 milliards d'euros, elles devraient encore doubler dans la période à venir pour s'établir à 3000 milliards d'euros en 2040. Toute la question dans cette affaire, comme sur toute la politique de cette majorité de droite, est de savoir si l'on va établir une autre répartition de ces richesses ou bien continuer à faire payer au plus grand nombre le choix que leur écrasante majorité soit accaparée par le tout financier. On voit bien là, rétrospectivement, que l'attaque contre les régimes spéciaux de l'automne était bel et bien le prélude à une nouvelle offensive contre l'ensemble des salariés. Pour le PCF, il existe une réponse à la question du finance-



ment : faire cotiser au même niveau que les salaires les revenus financiers. Cela permettrait de répondre à l'ensemble des besoins et même au-delà. Ensuite, parler de réformes des retraites sans aborder la question de l'emploi est irresponsable. Là encore, les statistiques démontrent l'échec de la politique du gouvernement : un tiers des emplois créés sont précaires, et la chasse aux chômeurs contribue pour beaucoup à faire disparaître les chômeurs des chiffres sans pour autant les conduire à l'emploi. Il faut au contraire instaurer un système de sécurité de l'emploi et de la formation permettant d'assurer à chacun un emploi en rapport avec ses qualifications et un bon salaire. La réforme des retraites de Sarkozy, dans la droite ligne des précédentes, est une machine infernale qui n'a qu'un objectif : abolir le droit à la retraite.

Sarkozy / Education : Non à la création d'un « service public » contre le droit de grève

Nicolas Sarkozy s'est exprimé pour annoncer « avant l'été » un projet de loi pour un droit à l'accueil des enfants scolarisés.

Alors que la mobilisation a été très forte dans toute la France, pour exiger les moyens d'une école de qualité et contester les 11 800 suppressions de postes dans l'Education nationale. Enseignants, élèves, étudiants et parents, tous aspirent à une école de qualité. Le Président de la République répond par une provocation hors sujet : il attaque le droit de grève.

La volonté de Nicolas Sarkozy de créer un service public de casseurs de grève est inadmissible et révoltante. Le malaise actuel de l'école est une conséquence directe des politiques libérales qui assassine l'avenir de générations entières. Ce n'est pas en bâillant le mouvement social que Nicolas Sarkozy répondra aux aspirations des françaises et des français.

Nicolas Sarkozy perd ses nerfs et choisit le rapport de force. Il se comporte comme un chef de clan. C'est indigne de ses fonctions,



et cela va à l'encontre de l'intérêt général. En guise de réponse, le Parti communiste français appelle à une mobilisation exceptionnelle pour la manifestation du 22 mai prochain.

Après les élections cantonales et municipales dans le 65 Rapport au Comité Départemental (extraits)

Le PC recueille 8211 voix sur le département en 2008 contre 6778 voix en 2001 ; soit un gain de 1433 voix.

Cela représente en 2008

- 15.11% sur les cantons où le PCF était présent
- 11.71% sur l'ensemble des cantons (chiffres de représentation officielle)

Nous étions présents sur 12 cantons sur 17 en 2008
sur 14 cantons sur 17 en 2001

Malgré ce déficit de candidats dans des cantons (et c'est important car on mesure la nécessité de présenter partout des candi-

dates), le PCF réalise donc 1433 voix de plus qu'en 2008.

- + 2.54% de plus qu'en 2008 sur les cantons où nous sommes présents
- + 0.46% sur le total du département (officiel)

Le PCF progresse en voix et pourcentage sur 7 des 12 cantons où il se présente.

Les meilleurs résultats : Aurore ARTIGUE, notre benjamine à Tournay et Christian CAMBOURS réalisent des cartons : 24% et 26,10%. Idem pour Erick BARROUQUERE THEIL qui retrouve son résultat de 2001, 24,46 (contre 24,42%)

Les Municipales

Tous les maires communistes du département sont réélus : Soues, Bazet, Salles-Adour, Capvern, Lagarde, Andrest, Sadournin, Grust, Betbèze, Sarniguet, Pouzac, Oursbelille, Bareilles

Des maires sympathisants sont élus ou réélus
Gayan, Burg, Campan, Bazillac (4 nouveaux)
Tostat, Aurensan.

Et de nombreux camarades sont élus sur des listes de gauche.

Les municipales à Tarbes :

Assumer le résultat car nous avons décidé collectivement les formes d'alliances

Les chiffres

1^{er} tour : sur différence entre cantonales (dans les cantons 3 et 4) et municipales.

395 voix de plus (103 pour Tarbes 3 et 292 pour Tarbes 4) que la liste Glavany.

Cela représente 5.71% de suffrages exprimés. Ce pourcentage ramené sur l'ensemble de la ville donne 1078 voix.

C'est donc près de 1100 électeurs traditionnels de gauche qui ont voté, dès le 1^{er} tour pour Trémège. Ces électeurs ont bien sûr renouvelé leur vote au 2^{ème} tour.

L'indication essentielle c'est que l'élection a été perdue dès le 1^{er} tour.

Il conviendra d'analyser pourquoi ce transfert s'est opéré.

Quelques pistes :

Premièrement : Trémège a gagné sur son image de bon maire, qui gère bien, qui transforme positivement la ville. Il est encore jeune et pas usé par le pouvoir puisqu'il achève son premier mandat. Cela fait 7 ans qu'il mène campagne avec les moyens officiels du maire.

Deuxièmement : Jean Glavany est apparu injustement comme une tête de liste extérieure à Tarbes, pas assez dans la proximité. Il a également porté toutes les contradictions du PS.

Troisièmement : le contenu de notre campagne n'a pas été bon et il y a eu perte de dynamique au fur et à mesure que nous approchions de l'échéance.

- D'abord le projet et sa construction sont apparus comme un catalogue trop détaillé, ne faisant pas de différence avec les propositions de Trémège. Nous aurions dû davantage consacrer au débat sur la nocivité de la politique de la droite. En clair, nous n'avons sans doute pas assez politisé le débat.

Quatrièmement : la personnalisation de la campagne nous a été sans doute fortement préjudiciable.

- par exemple les polémiques ont permis à Trémège de jouer le rôle de la victime, seul contre tous.

- A ce jeu, c'est clair qu'il avait plus que nous à gagner.

Enfin cinquièmement : une campagne trop axée sur la distribution de papiers (pourtant du porte à porte a été réalisé, 90 réunions d'appartements se sont tenues).

Nous, les communistes, nous n'avons pas été tout à fait aveugles sur tous ces aspects. Maintes fois nous avons essayé d'alerter, mais malheureusement, dans une équipe, c'est le capitaine qui donne le ton et nous n'avons pas pu nous faire comprendre suffisamment. J'ajoute qu'une grande partie de notre énergie a été absorbée tout au long de cette campagne par notre volonté de convaincre à gauche et de faire capoter l'opération alliance avec le MoDem, qui était récurrente dans les relations entre les partis.

J'en arrive au second tour :

Nous n'avons pas tout vu et en particulier nous n'avons sans doute pas mesuré de manière précise le comportement des électeurs du MoDem.

Il y a eu 854 électeurs de plus qu'au 1^{er} tour (20106 - 19252).

Le taux d'abstention est passé de 33,63% au 1^{er} tour à 30,68% au second. Ces taux, même si l'on a souligné quelques particularités dans des bureaux de vote populaires, restent malgré tout dans la moyenne nationale de ces élections municipales 2008.

Il y a eu 752 votes exprimés de plus qu'au 1^{er} tour (19641 - 18889) et 102 bulletins nuls de plus (465 - 363). Mais à ces chiffres il faut en donner d'autres pour avoir une idée plus précise des mouvements de voix qui se sont opérés au 2^{ème} tour.

Il faut savoir que 5,85% d'électeurs du 1^{er} tour ne sont pas revenus voter au 2^{ème} tour. Cela représente environ 1100 électeurs, si l'on rajoute à ceux-ci les 102 nuls en plus, c'est plus de 1200 électeurs qui se sont exprimés au 1^{er} tour et pas au 2^{ème}.

Cela veut dire donc en déduction que ces 1200/1250 voix plus les 752 exprimées en plus au 2^{ème} tour, ce sont environ 2000 électeurs nouveaux qui se sont exprimés au 2^{ème} tour (donc gagnés sur l'abstention).

A l'étude de ces chiffres il apparaît que 40% environ des électeurs du MoDem sont restés à la maison au 2^{ème} tour tandis que le report des voix d'extrême gauche a été bon.

Sur les électeurs restant du MoDem, il apparaît également au vu des dynamiques du second tour que plus de 80% de ces électeurs ont voté Trémège, le reste votant Glavany.

Concernant la mobilisation des abstentionnistes entre les 2 tours, le travail que nous avons effectué sur les listes électorales a payé en notre faveur puisque l'on peut considérer, au vu des résultats que ce sont entre les 60 et 70% des 2000 abstentionnistes regagnés qui ont voté à gauche.

Les communistes, ont dans ce contexte global mené une bonne campagne et à la sortie, nous apparaissions plutôt comme l'élément le plus dynamique et le plus utile à gauche.

Enfin dernier point non négligeable et sur lequel il faudra être vigilants dès maintenant pour ne pas se retrouver devant les mêmes problèmes à l'avenir.

Les pratiques électorales de la droite.

- Utilisation massive du vote par procuration. Cas fréquent des électeurs vivant ailleurs que dans la commune mais domiciliés à la mairie où dans des logements vacants de la ville. Utilisation de certains employés municipaux pour des tâches propres à la campagne électorale. Distribution généreuse d'avantages y compris financiers en direction d'individus ou d'associations (notamment démarche de communautarisme) etc.

Il est également signaler le constat troublant de l'évolution du nombre des électeurs inscrits sur la ville de Tarbes.

Municipales 2001 : Inscrits 26461
Présidentielles 2002 : Inscrits 25836
Présidentielles 2007 : Inscrits 28325
Municipales 2008 : Inscrits 29006

Ainsi, on trouve entre 2002 et 2008, 3170 nouveaux inscrits dans une ville dont la population est jusqu'à preuve du contraire en baisse (il faudra voir le résultat du dernier recensement).

C'est bien curieux et cela mérite au moins toute notre attention.

DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION PCF des Hautes-Pyrénées et de la section cantonale de Bordères.

BORDÈRES RIVE DROITE.

Après de nombreuses auditions et consultations des personnes concernées, le Comité Départemental du PCF s'est réuni pour la deuxième fois le 6 mai afin d'examiner la situation politique nouvellement créée à Bordères sur l'Echez et pour arrêter une position publique.

On peut toujours s'étonner de la lenteur de la procédure, mais nous avons voulu que cette expression soit le reflet majoritaire et collectif du débat de nos directions plutôt que de quelques responsables.

Ainsi les jeux sont faits, le 18 avril dernier le maire UMP de Tarbes, Gérard Trémège est devenu Président du Grand Tarbes. Certes, par rapport au précédent mandat, la perte de l'agglomération par la gauche est surtout le résultat de la défaite aux municipales à Odos et à Laloubère. Le nouveau rapport de force issu de ces élections municipales a placé Bordères et les élus de la liste Christian Paul en position d'arbitres entre la droite et la gauche.

Finalement c'est la droite qui a eu les faveurs de Christian Paul et de ses colistiers :

- Première phase : la désignation des deux conseillers communautaires Paul et Fourcade.
- Deuxième phase : élection de Trémège au Grand Tarbes. (15 voix contre 13).

Bien entendu nous sommes dans un pays démocratique et nous ne remettons pas en cause le droit des élus à prendre leurs décisions. Toutefois nous pensons qu'au plan politique on ne peut pas faire n'importe quoi et qu'un minimum de clarté et de cohérence est nécessaire.

Ainsi, deux adhérents du PCF se retrouvent aujourd'hui dans une équipe municipale associée à la droite. C'est inacceptable !

Nous avons demandé à ces deux élus de démissionner de leur mandat. Cette proposition qui sans doute présentait l'inconvénient de les faire passer pour des naïfs s'étant laissé embarqués dans cette galère, avait au moins le mérite de l'honnêteté et de la clarté vis-à-vis des électeurs de gauche et particulièrement communistes ayant voté pour eux.

Tel n'est visiblement pas leur souhait puisque ils comptent assumer jusqu'au bout leur présence dans cette équipe.

Dans ces conditions, nous informons les Borderaises et les Borderais que désormais, ces élus ou les adhérents ou sympathisants qui les soutiennent, ne sont plus habilités à parler au nom du PCF ou à le représenter de

quelque manière que ce soit.

Nous voulons réaffirmer toute la différence qui existe entre la droite et la gauche.

La gauche pour être crédible a besoin de se reconstruire, de se réappropriier les valeurs de partage, de justice et de solidarité. Pour cela il n'y a pas d'autre alternative que de s'attaquer au pouvoir de l'argent et à la financiarisation de la société, pour un meilleur partage des richesses.

Bordères n'est malheureusement pas un cas isolé en matière de confusion politique. Aujourd'hui il est de bon ton de dire que les étiquettes politiques n'ont plus de sens, que nous sommes tous sur le même bateau et que seules les bonnes volontés et les compétences gestionnaires comptent.

Une seule logique existerait, celle du libéralisme ou du social libéralisme, système duquel on ne pourrait pas se démarquer.

On voit où tout cela nous mène avec un Sarkozy qui fait le contraire de ce qu'il dit en s'attaquant, comme jamais, aux acquis sociaux (retraites, sécu, franchise médicale etc...), au pouvoir d'achat, à la laïcité et en multipliant les cadeaux aux plus fortunés.

Hélas, force est également de constater qu'un certain nombre de dirigeants de gauche ou du centre préconisent les mêmes recettes et pour certains collaborent à cette véritable entreprise de démolition de notre société.

Ces alliances contre nature sont suicidaires, partout en Europe c'est la droite qui profite de ce brouillard politique en infligeant de lourds revers à la gauche.

Pour autant nous ne confondons pas ces dirigeants sociaux libéraux qui volent au secours du système capitaliste avec le peuple de gauche et les électeurs sincèrement de gauche.

C'est cette base qui fait que la droite et la gauche, ce n'est pas pareil et que nous voulons travailler à une alternative de progrès pour le rassemblement de toutes les forces de gauche.

A Bordères comme ailleurs nous sommes prêts à œuvrer dans ce sens et nous appelons toutes les bonnes volontés, notamment les jeunes, à venir nous rejoindre afin de nous aider à relancer la gauche sur des nouvelles bases dans cette ville qui lui est traditionnellement très largement acquise.

Pour terminer nous invitons les Borderaises et les Borderais à être à l'avenir et à l'occasion des futures échéances électorales, très atten-

tifs au comportement de leur maire
Aujourd'hui Christian Paul a manifesté clairement sa préférence pour la droite, c'est son droit. Il justifie son choix en expliquant que ce sont les intérêts des habitants de Bordères qui le guident et que sa liste est apolitique. Christian Paul va-t-il continuer de brouiller les

pistes en jouant sur les ambiguïtés de son héritage politique personnel et de sa supposée proximité avec le PRG ? A l'avenir c'est à vous d'en juger et de ne pas vous laisser abuser.

Tarbes, le 16 mai 2008

Cantoniales : témoignage sur le vif !

Christian CAMBOURS candidat PCF sur le canton de Castelnau Rivière Basse.

Dans quelques minutes le bureau de vote de ma commune va fermer, la tension monte dans l'assistance, je suis très serein, Agnès (Cortès, candidate suppléante) idem. Devant nous, posée sur un immense bureau empire, une majestueuse boîte en verre, assortie de deux pendants d'oreilles cadencés, emprisonne les derniers rayons du soleil qui se sont aventurés au fond de l'urne transformant le petit tas d'enveloppes en lingots argentés.

Cette élection cantonale s'annonce sous les meilleurs auspices, la campagne fut digne, riche d'échanges d'idées et de proposition. Les autres candidats étaient sur la même longueur d'onde, respect, respect. Les portes s'ouvraient devant nous une à une sur des visages radieux, hospitaliers et amis. Nous n'étions pas encore assis, le café coulait doucement dans nos tasses que déjà les questions pleuvaient :

- Parlez nous de vous, vos idées, vos projets...
- Dites, c'est donc ça le communisme ?
- C'est fabuleux ! Tu entends maman ? c'est pas du tout ce qu'on nous dit à la télé...
- Y a pas photo, c'est vous que nous attendions...mais comment sommes nous passés à côté de ça depuis tout ce temps ?

Quel canton responsable ! Chacun nous entretenait du chômage, des salaires, de la précarité, du pouvoir d'achat, des méfaits de la politique de N. Sarkozy, des services publics, de la santé... Tout venait spontanément, posément avec intelligence et bon sens, à croire que chaque citoyen était lui aussi candidat aux cantoniales. Enfin de vrais débats avec de véritables citoyens concernés, et nous au milieu, candidats proclamés bientôt sur la plus haute

marche du podium.

Je marche sur l'eau, je vole au-dessus des nuages, pendant le dépouillement je n'entends que mon nom, moi, moi, moi, moi.....

- Hé toi réveille-toi ! allô la lune ! C'est pas vrai tu roupilles !...
- Agnès ? Où suis-je ? J'ai un trou dans mon ozone....

Changement de décors, l'urne, les quatre fers en l'air, jonche sur un coin de table minable, deux cadenas antiques traînent dans un vieux cendrier recyclé, les lingots envolés ont fait la place à des petits tas d'enveloppes soigneusement entassées en paquets réguliers. L'assistance écoute « le chanteur » lire tout haut le nom inscrit sur le bulletin qu'il tient dans ses doigts, et là aussi le disque a changé : je n'entends plus que lui, lui, lui....

Puis on vient me dire sur un ton consensuel : « c'est pas mal pour une première, la prochaine fois tu verras... »

Un coup de fil, un chiffre, c'est bon, c'est lui qui passe au premier tour.

Retour en arrière, la campagne n'a pas été aussi claire que ça, lui n'était vraiment pas net, les portes se sont bien ouvertes à nous mais c'était pas gagné. Nous avons débattu avec certains moins avec d'autres et pas du tout avec quelques récalcitrants aux idées de la gauche, celles que nous portions.

Au final, comme tous les copains candidats à ces cantoniales, nous avons été clairs dans notre engagement et nos idées. On nous a entendus c'est bien l'essentiel.

« I have a dream » dans trois ans nous fêtons le retour d'élus communistes au Conseil Général des HP ! au boulot !

Grande soirée républicaine et révolutionnaire.

Vendredi 04 avril, France-Cuba organisait une conférence sur l'Equateur avec German Menuala Varga à 18h. A 20H au Centre Culturel de la Gespe, une soirée débat et musique se déroulait dans le cadre d'une exposition d'affiches de la guerre d'Espagne. Progreso Marin, fils de républicain espagnol présentait ses livres avec des textes et des photos inédites autour d'un débat très riche et particulièrement documenté. Ensuite un récital de poésies d'Ortiz, fils de républicain espagnol, accompagné à la guitare flamenco par un petit-fils de républicain, Manuel Rodriguez, véritable virtuose. Le duo est enchanteur, c'est beau, très beau et simplement extraordinaire pour qui connaît le castillan, sublime c'est le mot. Il reste pour les autres la musique des mots au son des cordes et du « toque » de morceaux choisis pour des mots choisis. Ortiz présente ensuite son film, une histoire dans l'histoire, celle d'un vieux militant communiste qui raconte la sienne, de retour dans

son village de La Mancha. Il retrace son engagement politique pour défendre la République contre le fascisme, la défaite, « la retirada », les camps de concentration français, la résistance et les camps d'extermination nazis. Toute sa vie faite de lutte, le tout raconté, filmé et présenté avec une grande dignité, celle d'une génération de héros qui n'ont reçu en retour qu'indifférence et mépris. Dans la salle chacun pensait à quelqu'un de proche, la gorge serrée et le poing fermé. Le proche parent, l'ami, le camarade, le voisin, chacun en avait au moins un de cette génération, du PCE du PSOE, de la CNT, de la FAI ou de l'UGT, catalan basque andalou ou castillan, des asturies ou de galice, des pays où saignent encore les oliviers tourmentés par les résidus de la peste brune.

La musique est de retour avec les chants des combattants de la République sur des musiques originales parfaitement composées pour la circonstance. « El comunero » que pouvait-on avoir

Plus de 1400 animations

Du 24 mai au 1^{er} juin 08



Journées Nature de Midi-Pyrénées

PROGRAMME DISPONIBLE DANS LES OFFICES DE TOURISME



www.midipyrenees.fr



● CULTURE

suite de la p. 7

de mieux pour cette soirée.

Il y a environ un an, à Pau, quelques survivants de la guerre et de la Révolution d'Espagne étaient réunis et présentés comme d'anciens combattants, terme qu'ils réfutèrent vigoureusement : « ce pour quoi nous avons lutté n'est pas encore réalisé, par conséquent nous

sommes toujours des combattants ».

Nous remercions tout particulièrement Pierre Domengès et son équipe du Centre Culturel de la Gespe .

Pierre MONTROYA

Lecture « CRUELLE SYMPHONIE »

C'est ainsi que notre ami Didier LAURENS a intitulé son dernier recueil de poèmes. Textes d'amour et de révoltes, textes vivants par excellence. Cette lutte quotidienne contre les injustices qui qui donne un si beau sens à la vie, l'envie d'être avec les autres pour se dire, pour partager l'écriture. Tel est Didier, tel est son livre, un cri de révolte. Chacun peut se le procurer à la Fédération du PCF. Nous avons posé quelques questions à Didier :

Didier, pourquoi ce recueil de poésie ?

« Pour rappeler l'existence de certaines personnes et que le combat qu'ils ont mené et que certains mènent encore, comme Mumia Abu JAMAL. »

Pourquoi avoir choisi de faire des poèmes ?

« Surtout pour l'écriture parce que la censure de la parole est réelle et qu'écrire est le seul moyen de communication accessible pour dire la vérité. Mon but est aussi de donner l'envie d'écrire. Ainsi à Bôo Silhem, le village où je vis, nous sommes quelques uns qui nous sommes découvert des talents d'écrivains. Ceux qui montrent leur écriture on les découvre autrement. Je pense, donc, que l'écriture est l'expression du langage bâillonné. »

Sans doute, mais tous tes amis écrivains ne pensent pas la même chose.

« C'est pour ça que je pousse à des échanges entre nous, car moi j'écris sur des faits réels. »

Ton écriture est-elle seulement militante ?

« Oui quasiment. Je suis et reste un militant, militer c'est ma vie ! Au détour de mes rencontres militantes, je pense mes sujets d'inspiration. Je traite des injustices criantes et flagrantes, je les dénonce. De ce fait mon écriture est d'abord engagée. Ainsi je lie le plaisir d'écrire et le combat de notre temps contre ce capitalisme inhumain et pour un communisme moderne et concret pour aujourd'hui et pour demain. »

Et pour finir notre échange ...

« Je rends hommage à Maïté, ma compagne, qui est ma première lectrice et le premier spectateur de mon silence d'écrivain ! »

Propos recueillis par Roland CAZENEUVE